

Energies renouvelables et développement de l'Afrique

DOSSIERS ET REPERES

GESTION D'ENTREPRISE

Pages 2 & 3

Les enjeux de la distribution commerciale

Potentiel

"Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez vous ce que vous pouvez faire pour votre pays"

(John Fitzgerald Kennedy)

'Agenda des affaires'

N°0036 du jeudi 07 mai 2015

5 000 exemplaires

500 F CFA

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

La CAN 2017 au Gabon et les impératifs de l'heure

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

EDITO RIAL

LA GRANDEUR DU TRAVAIL

Au vu des différentes définitions apportées depuis plusieurs siècles, le travail est perçu comme une activité qui vise à satisfaire les besoins d'un individu, qui contribue par la même occasion à la formation de ce dernier qui, lui-même, est un moyen de transformation du réel comme il en est, par exemple, pour un outil quelconque. C'est ainsi que par le travail, l'homme transforme son environnement qu'il modernise en construisant des bâtisses nouvelles : immeubles, gratte-ciel, autoroutes, etc.. Et l'idée de travail ici émane du fait qu'il y a toujours des efforts à fournir, des contraintes à franchir jusqu'à une éventuelle satisfaction individuelle ou collective, surtout dans le cadre du travail en groupe. Alors, le travail va davantage désigner aussi bien l'activité de production que le résultat obtenu, sans laquelle la notion de « travail » devient ambiguë et paradoxale.

Dans le rapport du sujet avec son espace vital, travailler, c'est finalement interagir avec son environnement, c'est chercher à le transformer, à en faire quelque chose d'autre que ce qu'il est au départ. Et, vu qu'il est question d'interaction, dans le même temps, cet environnement va transformer celui qui y travaille.

L'origine de la fête du travail que le monde entier célèbre à la date du 1er mai de chaque année, est à situer en occident, précisément aux Etats-Unis dont les premières remontent à la fin du XIXème siècle, et ce sont essentiellement les syndicats, suite à leurs incessants mouvements de revendications de grande ampleur qui en sont les véritables précurseurs...

Ces pauvres qui travaillaient comme de véritables machines des journées entières, exigeaient de leurs patrons une réglementation dans la durée du travail qui devra se limiter à huit heures. En fait, le 1er mai (encore appelé le Moving day) est la date que tous les syndicats avaient choisie pour débuter leurs actions... La première véritable grève générale sera donc organisée le 1er mai 1886 dans la plupart des grandes villes américaines. Les événements similaires qui vont se produire à cette date à travers la planète surtout dans les pays européens, ont connu des manifestations ouvrières très dramatiques et meurtrières. Ces événements vont davantage fixer cette date dans la mémoire des ouvriers européens de par le monde tant et si bien que les grands organismes internationaux décideront de déclarer le 1er mai, journée internationale et fériée pour les travailleurs.

Dans la bible, au premier testament, pour avoir désobéi aux recommandations de Dieu, Adam eut pour sanction de manger son pain à la sueur de son front, et Eve d'enfanter dans la douleur. Pour l'humanité, cette punition est l'origine véritable

du mot « travail », car pour ce qui concerne Adam, le travail s'apparente à une contrainte, une punition ou une sanction, c'est la conséquence du non-respect de la volonté divine. Et la moralité qui en résulte est résumée comme suit : Il faut travailler pour avoir droit au repas.

Par rapport à cette théorie religieuse, tout porte à croire que le travail à l'origine est une punition, c'est sans aucun doute ; cependant le plus important n'est-ce point, plutôt, la finalité d'une telle sanction divine ? Dans quel but, est-on en droit de se demander, Dieu punit-il Adam ? Est-ce pour le détruire en tant qu'être humain ? Ou alors dans le but de l'amener à devenir sage en apprenant à se forger ? Le travail par lequel nous pouvons nous rendre utile pour notre famille, notre communauté, ne permet-il pas de donner un sens à notre vie ? Par ailleurs, outre toutes les bonnes moralités encourageantes, le travail semble quand même correspondre à toutes sortes d'activités demandant un effort quelconque, voire une souffrance. Supposons que le travail soit négatif à l'épanouissement de l'être humain, est-il possible de parler d'un véritable acte de déshumanisation ?

Cela peut paraître immoral de penser que le travail soit quelque chose de négatif, pourtant à première vue, c'est justement cela. Revenons, une fois de plus, aux origines bibliques, si le travail était une recommandation divine, pourquoi Dieu ne l'avait-il pas initié au début dans le jardin d'Eden avant qu'Adam et Ève ne consomment le fruit interdit ?

Or, après ce péché originel, l'être humain est contraint de travailler, il n'y a pas d'autres choix, pour satisfaire ses besoins de manière générale : manger, se loger, se déplacer, se soigner, etc.. Le travail demande des efforts, du courage et parfois beaucoup de motivation même si le travail déshumanise l'homme quand il le réduit au stade d'une machine ou d'un animal...

Les conditions de travail furent si inhumaines dans l'Antiquité grecque, que le philosophe Aristote ne cessait de rêver du temps où les machines rempliraient les hommes dans leurs tâches titaniques et presque meurtrières, compte tenu de la dangerosité de certaines activités. Pourtant, rien n'exclut le fait que l'homme puisse ainsi, c'est-à-dire par le travail, trouver un moyen d'épanouissement et de libération, on parle de se libérer de la pauvreté et de la dépendance financière. Est-ce que, finalement, le travail ne permet-il pas plutôt à l'homme de devenir plus humain et conscientieux ?

Les anciennes théories philosophiques et anthropologiques s'accordent à dire que l'homme de par sa partie inférieure (le corps) est un animal, Aristote parlait d'« animal politique » ; or la première acception de « l'animalité » ici renvoie clai-

rement au stade de la bestialité, de la sauvagerie et de l'irrationalité. Et pour quitter cet état primaire et le dépasser, l'homme a nécessairement besoin de s'affirmer, et il n'y parvient que grâce au travail. D'abord, en transformant le monde qui l'entoure, il se rend indépendant de la nature et produit un monde de la culture proprement humaine. Ensuite, par la discipline qu'il s'impose, par les connaissances théoriques et le savoir-faire que requiert tout travail, il développe ses capacités humaines.

C'est alors que grâce au travail, chacun se réalise et devient une personne importante aussi bien au sein de sa famille qu'au sein de la société entière ; car même si l'on croit avoir une « vocation », il faut bien travailler pour devenir ce que l'on est : un technicien, un ingénieur, un avocat,... Et conformément à la philosophie existentialiste aînée de Jean-Paul Sartre, l'homme est l'auteur de son propre destin, il est à l'origine de ce qu'il est ou devient dans la société par les actions qu'il pose, c'est-à-dire le fruit de son propre travail. Et dans son livre intitulé L'Existentialisme est un humanisme, il écrit clairement : « il n'y a pas de génie autre que celui qui s'exprime dans des œuvres d'art : le génie de Proust, c'est la totalité des œuvres de Proust ». Comprendons par ce propos qu'il faut travailler, produire une œuvre par son travail pour faire exister les caractéristiques qui nous sont propres : qualités, talent, génie, etc.

« Le travail, c'est la liberté ». Ce slogan d'un ancien président français n'était pas sans sens, dès l'instant où il y a une sorte d'injonction à accepter l'évidence d'après laquelle « le travail, c'est la liberté ». Une telle acceptation cache une autre vérité peu dévoilée, celle qui stipule que sans le travail, l'homme ne serait jamais véritablement libre, il serait sous-classifié et parfois même incapable de prétendre à certains droits.

En effet, un travailleur est un homme libre, puisqu'en se prenant en mains, il ne dépend de personne à certains égards et finit par mériter le respect de ses concitoyens, de sa famille et de ses amis. L'Américain pasteur Martin Luther King, disait « il n'y a pas de sorts métiers mais de sortes gens », comme pour répondre aux actes ségrégationnistes et discriminatoires de son temps, qu'il n'y a pas de métiers supérieurs à d'autres, l'essentiel étant de faire son travail comme il se doit. Dans le monde du travail, tout le monde est important, du premier ministre le plus politiquement correct au balayeur de rue le plus décrié, seul le travail importe quelles qu'en soient les situations. C'est ainsi que l'on se libère de la mendicité, du vol et de la faiméantise.

Dr Alphonse NDIINGA NDIENGU, Maître Assistant CAMES



Pages 9 & 12

Ali Bongo Ondimba, fervent contributeur du "Gabon qui gagne", tient compte de trois facteurs pour relever tous ses défis quand se présentent certaines difficultés : soit il les surmonte, soit il les contourne, soit il les déplace, selon les situations.

Dans ce numéro :

FOCUS



Pages 6 & 7

Le Groupe IHEM, Ecole de référence en Afrique
POTENTIEL

HEURES D'OUVERTURE : Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00 Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi
auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49

GESTION D'ENTREPRISE

Les enjeux de la distribution commerciale

A près avoir abordé dans notre dernière parution, des points relatifs aux fondements de l'activité commerciale pour en permettre une meilleure compréhension à nos lecteurs, nous venons aborder aujourd'hui un aspect lié à la commercialisation : la distribution commerciale, qui regroupe l'ensemble des activités nécessaires à la mise à disposition du produit ou service auprès de l'acheteur final. Le canal de distribution réunissant les institutions qui prennent en charge l'ensemble des activités nécessaires à cette mise à disposition, celui-ci se composant des producteurs, d'intermédiaires (négociants, grossistes, courtiers), de détaillants et de prestataires spécialisés, notamment pour la prise en charge des activités logistiques et de transport et de stockage, la mise en place d'un canal de distribution résulte de l'interaction des objectifs et des ressources de tous ces acteurs qui cherchent à la fois à maximiser la valeur créée pour les clients et à minimiser les coûts. D'ailleurs pour Marc Filser, Professeur de sciences de gestion à l'IAE de Dijon et Directeur du Centre de recherche en marketing de Bourgogne, la gestion du commerce de détail, c'est-à-dire de la relation entre le canal et l'acheteur final, constituant un domaine d'activité spécifique, la double dynamique de comportement de l'acheteur et de l'environnement technique et concurrentiel du canal confère au commerce de détail une grande instabilité exigeant des entreprises de ce secteur, réactivité et flexibilité d'autant que le secteur de la distribution voit son évolution influencée par les tendances lourdes qui modèlent l'environnement économique : mondialisation des marchés, innovations technologiques, transformations de l'environnement socioculturel.

LA PLACE DE LA DISTRIBUTION DANS LA STRATÉGIE DE L'ORGANISATION

La prise de conscience de l'importance de la fonction de distribution dans la gestion des organisations a été favorisée par plusieurs évolutions des marchés :

- l'émergence, dans tous les pays industriels, de très grandes entreprises de distribution, dont la taille est souvent supérieure à celle des plus grandes entreprises industrielles ;

- l'évolution du comportement de l'acheteur le conduit à effectuer, le plus souvent sur le lieu de vente, des décisions d'achat qui étaient auparavant préparées longtemps à l'avance en recueillant un maximum d'informations de sources différentes. C'est désormais l'information disponible au magasin, donc diffusée par le détaillant, qui est déterminante ;

- la frontière qui séparait produits et services s'est progressivement estompée. La vente d'un produit incorpore de plus en plus de prestations de services (maintenance et après-vente, crédit, assurance). Le client achète donc désormais une offre globale associant produit et services... Alors que la démarche traditionnelle en marketing ne conférait aux décisions de distribution qu'un rôle accessoire....

• La fonction stratégique

Les décisions de distribution de l'entreprise peuvent constituer une source de compétence distinctive par rapport à ses concurrents.

Plutôt que de s'engager dans une stratégie de développement de marque coûteuse, une entreprise industrielle peut désormais choisir de se spécialiser dans la fabrication de produits sous marque de distributeur (MDD) pour le compte des détaillants. Elle se concentre alors sur son activité industrielle et logistique (cas du chocolat Cantalou ou du Système Sabre, leader sur son marché et devenu ainsi un intermédiaire auquel doivent recourir ses concurrents pour réaliser la vente de leurs billets d'avion).

Le contrôle de tous les niveaux du canal de distribution, de la production au consommateur final, est un facteur important de maîtrise du marché. Exemple, Coca-Cola doit

une large part de son succès à l'intégration de tous les niveaux d'intermédiation de son produit et à la couverture optimale de son marché à travers une stratégie de distribution de masse qui vise à rendre le produit disponible partout et à l'instant où le consommateur est susceptible de le désirer.

Les trois exemples cités plus haut illustrent ici le caractère stratégique des décisions de distribution. Une politique de distribution originale peut créer des barrières à la concurrence, soit parce que les concurrents pourront plus difficilement atteindre leur cible de clientèle (Coca-Cola), soit parce que le niveau de service proposé sera supérieur à celui de la concurrence (Sabre), soit encore parce que les effets de volume nécessaire dissuaderont l'entrée de nouveaux concurrents (fabrication de marques de distributeurs ou de produits "premier prix").

• **La fonction opérationnelle**

La gestion de la distribution comporte également un important volet opérationnel. La dynamique des marchés exige des entreprises une grande réactivité par rapport à la demande. La durée de vie d'un produit sur un marché est souvent très courte : quelques semaines pour un titre musical à succès ou un modèle de vêtement tendance. La demande est donc souvent massive et concentrée dans le temps, ce qui impose une capacité de réponse très rapide. Le client supporte très mal les ruptures de stocks ; il exige une disponibilité des produits en toutes circonstances. Enfin, l'offre proposée en magasin doit être accompagnée de services pour aider le client dans son achat et contribuer à la promotion du produit.

LA GESTION DU CANAL DE DISTRIBUTION

Le canal de distribution est défini comme l'ensemble des institutions qui permettent le transfert du produit ou service du producteur à l'acheteur final. Le canal se compose du producteur, de distributeurs intermédiaires et de détaillants en relation avec le client. Producteurs et distributeurs s'efforcent d'exploiter à leur avantage, le fonctionnement du canal à travers des décisions de gestion qui vont déterminer la répartition des



Une usine de fabrication de contreplaqué, point de départ du canal de distribution de cette production.

par le canal :

- une séparation spatiale : le produit est de plus en plus rarement fabriqué à proximité des lieux d'achat. Dans le cas de services, le service vendu est souvent le plus proche possible du client, notamment avec le commerce électronique prenant donc en compte les flux de transport ;

- une séparation temporelle : le producteur détermine le volume optimum de ses séries à fabriquer en fonction de ses coûts industriels et notamment de l'existence d'effets d'échelle ;

- une séparation informationnelle : le client a besoin d'être informé de l'existence des produits et services et de leurs caractéristiques. Comme il n'est pas économiquement rentable pour tous les

encore une fonction du canal d'assurer la réalisation de ces transactions dans des conditions fiables et économiques pour toutes les parties concernées.

Le canal de distribution traite en général ces quatre formes de séparation en organisant deux séries de flux distincts :

- les flux physiques de produits sont supportés par le canal logistique qui a pour mission d'optimiser les opérations de transport, de stockage et éventuellement de finition du produit (par exemple implanter le système d'exploitation sur un micro-ordinateur au moment de la vente au client, adopter les logiciels d'un téléphone mobile au pays auquel il est destiné) ;

- le canal transactionnel supporte

(Suite en page 3)

GESTION D'ENTREPRISE

Les enjeux de la distribution commerciale

(Suite de la page 2)

- à l'opposé, le **canal intégré** réunit tous les niveaux du canal, de la production à la vente au détail, sous l'autorité d'une même entité économique et juridique. Les succursales des banques et des constructeurs automobiles illustrent bien cette stratégie d'intégration. Les objectifs sont alors de réduire l'incertitude pouvant résulter des choix stratégiques des intermédiaires, et de chercher à réaliser un maximum d'économies d'échelle.

- **Des coûts techniques de distribution** qui peuvent être appréhendés par les instruments classiques de la comptabilité analytique, l'évolution des systèmes d'information rendant la mesure de ces coûts accessible assez facilement ;

Entre ces deux formes extrêmes, prennent place deux formes intermédiaires d'organisation du canal :

- **le canal administré** voit l'une des institutions prendre le contrôle du fonctionnement des autres niveaux du canal à travers son pouvoir d'influence. Même si les autres niveaux du canal sont économiquement et juridiquement indépendants, ils acceptent les règles souvent fixées par le leader du canal, souvent en raison de la légitimité qui lui est attribuée.

- **l'arbitrage entre une centralisation mondiale des achats par les distributeurs (global sourcing) et des approvisionnements locaux** : la centralisation peut permettre de bénéficier d'effets de volume, donc de prix, mais accroît la vulnérabilité en matière de coûts de transport et de coûts de transaction (incertitude sur la fiabilité de fournisseurs peu connus, risque de dépendance à l'égard d'un fournisseur qui peut-être tenté par des conduites opportunistes) ;

- **l'organisation des flux physiques et des échanges d'information dans le canal** s'appuie sur de nouvelles pratiques de gestion de la chaîne d'approvisionnement (*Supply Chain Management*) : définition concertée des prévisions de vente par les distributeurs et les fournisseurs, centralisation de la gestion des stocks, coordination des actions promotionnelles décidées par les producteurs et par les détaillants (pratiques de

gestion concentrée de planification des approvisionnements, *Cooperative Planning and Forecasting of Replenishment*) ;

- **l'arbitrage entre intégration et délégation de la distribution** est influencé par la prise en compte des coûts de transaction...

• La gestion des relations dans le canal

L'analyse des coûts et de la création de valeur pour le client doit être complétée par la reconnaissance du caractère inter organisationnel du canal de distribution. Les institutions qui le composent et développent des relations qui ne se réduisent pas aux seuls indicateurs économiques. Les aspects comportementaux de fonctionnement du canal sont également pris en compte. Ils s'articulent autour de deux canaux concurrents, les principaux indicateurs économiques de la performance du canal, mais aussi le climat qui entoure les relations entre les membres du canal.

Selon la théorie des coûts, la prise en compte du coût global de distribution est un facteur déterminant dans l'adoption de nouvelles pratiques de gestion du canal :

- **le pouvoir et les conflits** : l'analyse des phénomènes de pouvoir est au cœur de la compréhension des processus transactionnels. Une institution qui bénéficie d'un certain pouvoir sur les autres, grâce à sa taille ou son expertise dans un domaine particulier, cherchera souvent à l'exploiter pour améliorer les termes des transactions qu'elle réalise. Mais l'institution subordonnée peut tenter de se soustraire à ce pouvoir, ou encore de le combattre. Le fonctionnement du canal de distribution peut ainsi être appréhendé en distinguant des stratégies d'affrontement, de résistance ou d'évitement mais aussi en analysant les situations de conflit et les actions engagées pour tenter de les résoudre.

- **La confiance et la coopération** : sur de nombreux marchés, les transactions ne peuvent se réaliser que si les membres du canal

Constant Oyono



Ma terre, ma richesse



DOSSIERS ET REPERES

Energies renouvelables et développement de l'Afrique

Le domaine des énergies renouvelables connaît actuellement un regain d'intérêt du fait de la hausse du prix de l'énergie (malgré la baisse actuelle et conjoncturelle du prix du pétrole) et de l'impérieuse nécessité de trouver de nouvelles sources d'énergies. Le développement et l'appropriation des énergies renouvelables constituent une préoccupation majeure de notre monde dont l'économie ne peut plus être fondée sur des énergies fossiles et impropre à l'environnement, mais plutôt sur des « énergies propres », abondantes et pas chères que sont : Les énergies éolienne, terrestre ou off-shore, solaire thermique ou photovoltaïque, hydraulique et biomasse. Après l'édition de 2012, organisée dans le cadre de l'année décrétée par l'ONU, "Année internationale de l'énergie durable pour tous", le Groupe Expo Carrefour Afrique (EXCAF), vient d'organiser, du 23 au 26 Avril 2015 à Dakar, avec l'aval du gouvernement du Sénégal, la 6ème édition du Salon International des Energies Renouvelables et de l'Environnement en Afrique. Ce Salon s'est voulu un cadre africain de promotion et d'échange de nouvelles technologies dans les filières des énergies renouvelables et de l'environnement.

Il a comporté trois volets, à savoir :

- Une exposition internationale ouverte aux entreprises, aux organisations internationales, aux organismes et structures de recherche et d'études provenant d'horizons divers et évoluant dans les différentes filières des énergies renouvelables et de l'environnement ;

- Un colloque international dont les thèmes seront axés sur les préoccupations majeures des pays africains face à la situation énergétique et environnementale et sur les solutions alternatives adaptées au contexte africain ;

- Des rencontres de partenariat dont l'objectif principal est de promouvoir les investissements dans ces différentes filières.

Le potentiel des ressources en énergies renouvelables en Afrique (particulièrement pour les applications électriques) est loin d'être pleinement exploité, essentiellement en raison du faible intérêt politique qu'elles suscitent et des niveaux d'investissement exigés. Les estimations provenant d'études récentes de l'AFREPREN/FWD indiquent par ailleurs qu'une proportion significative de la production électrique actuelle dans 16 pays de l'Afrique orientale et méridionale pourrait être couverte par une cogénération utilisant la bâtière dans l'industrie sucrière. Ces technologies renouvelables et d'autres pourraient apporter une contribution significative et jouer un rôle d'importance croissante dans l'amélioration de la sécurité énergétique et de l'accès à des services énergétiques modernes, tout en renforçant le développement du secteur de l'énergie en Afrique.

Ce qu'il faut retenir de ce sommet de Dakar, c'est que l'Afrique subsaharienne, notamment l'Afrique de l'ouest fait face aux enjeux de la transition énergétique. En effet, la transition énergétique basée sur la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables pourrait être l'une des voies de salut face à la crise énergétique aigüe que connaît la plupart des pays africains. Disposant de suffisamment de ressources énergétiques, le continent en général, et l'Afrique de l'Ouest en particulier, pourrait s'engager dans une meilleure production énergétique qui permettrait non seulement d'atteindre des Objectifs du Millénaire dans ce domaine, mais aussi la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La crise énergétique qui secoue le monde actuellement, résulte d'une forte dépendance sur les énergies fossiles. Ces sources d'énergie se caractérisent à la fois par une instabilité des prix qui érode les efforts de développement et par leur grande contribution aux émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique global.

Pour les pays de l'Afrique, à l'instar des autres pays en développement, le système énergétique est à dominance biomasse (bois, charbon de bois et déchets végétaux). Son usage affecte aussi l'équilibre des écosystèmes en dégradant et désertifiant les sols notamment. Au niveau macroéconomique, le poids de la facture pétrolière pèse lourdement sur les budgets des États. Dans beaucoup de pays importateurs de pétrole, la facture pétrolière peut représenter jusqu'à 40 à 50 pour cent des recettes d'exportation des pays.

Aujourd'hui, un changement de modèle énergétique s'impose tant au Nord qu'au Sud, d'abord pour des raisons de sécurité énergétique, d'équité dans l'accès aux services énergétiques, de lutte contre les changements climatiques mais aussi pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'Afrique est dotée d'importantes ressources en énergies renouvelables et beaucoup d'entre elles ont été diffusées avec des taux de réussite variables. La région dispose de

potentiels d'hydraulique, de géothermie, de biomasse, de solaire et d'éoliennes importants. Ces vastes potentiels sont encore largement inexploités. Un certain nombre de technologies d'énergies renouvelables (TER) peuvent contribuer à une partie des besoins en énergie des pays africains tout en apportant des avantages supplémentaires. Les TER, par exemple, exigent moins de capitaux que les grands systèmes énergétiques conventionnels. Les TER sont en outre modulaires (et donc mieux adaptées aux contraintes d'investissement de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne) et peuvent permettre d'économiser de nombreux investissements dans des institutions rurales isolées qui assurent des fonctions essentielles au niveau médical (dispensaires, hôpitaux et vaccination), éducatif (écoles secondaires avec Internet) et religieux (centres de missions).

POURQUOI L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DOIT-ELLE CHANGER SA TRAJECTOIRE ÉNERGÉTIQUE ?

Même si l'est admis que les renouvelables ne peuvent résoudre tous les problèmes énergétiques de l'Afrique, il semble néanmoins qu'elles présentent un important potentiel pour couvrir les besoins énergétiques croissants dans la région. Toutefois, le succès des renouvelables a été limité par une combinaison de facteurs, parmi lesquels : un cadre institutionnel et des infrastructures déficientes ; une planification inadéquate ; un manque de coordination et de liaison entre les programmes de renouvelables ; des distorsions de tarification qui désavantage les énergies renouvelables ; des couts d'investissements initiaux élevés ; des stratégies de diffusion peu efficaces ; un manque de main-d'œuvre qualifiée ; des informations de référence de mauvaise qualité ; une faible capacité de maintenance. Nous allons analyser certains d'entre eux. Avec les obstacles politiques, l'expérience montre qu'en Afrique, l'introduction et le succès des énergies renouvelables, quelles qu'elles soient, dépendent en grande partie du cadre politique existant.

La situation des filières renouvelables en Afrique, la grande hydraulique, les ressources hydrauliques à elles seules peuvent couvrir tous les besoins en électricité de l'Afrique. Toutefois, à peine 7 % du potentiel de la grande hydraulique techniquement exploitable a été aménagé. De ce fait, la part de l'hydraulique dans la production d'électricité totale reste assez faible.

La capacité hydraulique totale installée en Afrique était d'environ 20,3 GWen 2001 et la production d'environ 76000 GWh/an. Environ 23 % étaient situées en Afrique du Nord, 25 % en Afrique de l'Ouest et les 51 % restants en Afrique méridionale, centrale et orientale. A cette date, la contribution de l'hydraulique dépasse 50 % de l'électricité dans 25 pays, et plus de 80 % en Angola, au Burundi, au Benin, au Cameroun, en République Centrafricaine, en République démocratique du Congo (RDC), en Ethiopie, au Kenya, en Guinée, au Lesotho, au Congo Brazzaville, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, au Rwanda, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie.

Le nombre absolus des personnes dépendant de l'énergie de la biomasse en Afrique devrait augmenter

soutien aux renouvelables sont aussi illustrées par les faibles dotations budgétaires que l'on peut voir dans la plupart des pays. L'accident est mis sur le secteur du pétrole et de l'électricité, qui ne desservent qu'une petite partie de la population, aux dépens des renouvelables qui peuvent aider à atteindre un plus grand nombre de gens.

Il est tout à fait improbable que les programmes de renouvelables en Afrique puissent connaître un développement et une diffusion significatifs sans mesures politiques gouvernementales de soutien accompagnées des moyens budgétaires suffisants.

LES OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT DE L'UTILISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE.

Même si l'est admis que les renouvelables ne peuvent résoudre tous les problèmes énergétiques de l'Afrique, il semble néanmoins qu'elles présentent un important potentiel pour couvrir les besoins énergétiques croissants dans la région. Toutefois, le succès des renouvelables a été limité par une combinaison de facteurs, parmi lesquels : un cadre institutionnel et des infrastructures déficientes ; une planification inadéquate ; un manque de coordination et de liaison entre les programmes de renouvelables ; des distorsions de tarification qui désavantage les énergies renouvelables ; des couts d'investissements initiaux élevés ; des stratégies de diffusion peu efficaces ; un manque de main-d'œuvre qualifiée ; des informations de référence de mauvaise qualité ; une faible capacité de maintenance. Nous allons analyser certains d'entre eux. Avec les obstacles politiques, l'expérience montre qu'en Afrique, l'introduction et le succès des énergies renouvelables, quelles qu'elles soient, dépendent en grande partie du cadre politique existant.

Les politiques gouvernementales sont importantes pour leur capacité à créer un environnement favorable pour mobiliser les ressources et encourager les investissements du secteur privé. La plupart des premières initiatives politiques sur les renouvelables, le plus grand soin doit être apporté à leur conception, de façon à atteindre les plus pauvres. Ainsi, le projet photovoltaïque du PNUD/FEM au Zimbabwe a profité essentiellement aux ménages ruraux les plus aisés, dans la mesure où plus de 80 % de la population rurale ne pouvait se permettre d'acquérir le système photovoltaïque le plus petit, même à des tarifs subventionnés. La rigueur des exigences pour les demandes de prêt a exclu la majorité de la population rurale. Une autre étude sur la viabilité du photovoltaïque au Manicaland, au Zimbabwe, montre que 65 % de la population rurale n'avait pas les moyens de payer les frais de service, qui représentaient le coût le plus bas possible pour fournir de l'électricité photovoltaïque, et

(Suite en page 5)

POTENTIEL

DOSSIERS ET REPERES

Energies renouvelables et développement de l'Afrique

(Suite de la page 4)

91,5 % n'étaient pas en mesure de payer le crédit correspondant. La production et/ou le montage au niveau local ont souvent été proposés comme une voie intéressante pour abaisser le coût des renouvelables. En Afrique, les renouvelables peuvent être complémentaires des technologies énergétiques conventionnelles. L'expérience empirique ainsi que les évaluations de projets renouvelables réalisés par l'AFREPREN/FWD au cours des vingt dernières années nous amènent à suggérer les priorités suivantes pour les années qui viennent :

• Les impacts environnementaux de la consommation de bois

En Afrique de l'Ouest, la consommation du bois et de ses dérivés représentent entre 80 et 95 pour cent des consommations finales d'énergie des ménages. Cette dépendance sur la biomasse contribue au déséquilibre des écosystèmes et au renforcement de la vulnérabilité sociale et économique des femmes.

• Les conséquences géopolitiques du marché mondial des produits fossiles

Le prix des produits pétroliers est resté très instable et constamment au-dessous de la barre de 100 dollars US le baril. Or, dans la plupart des pays producteurs, le coût moyen de production d'un baril ne dépasse pas 20 dollars US, ce qui permet de créer une forte rente absolue. Dans les perspectives énergétiques, le prix du baril gravitera autour des 100 dollars US durant les prochaines années.

• Les tendances démographiques et les besoins croissants en services énergétiques

Dans la région ouest-africaine, le taux d'accroissement des bidonvilles est en moyenne de 4,5 pour cent par an contre 2,2 pour cent en Asie (CES/ONU, 2007). A l'horizon 2050, sa population va plus que doubler et environ 60 pour cent des individus vivront dans les villes avec leurs exigences en matière d'énergie, d'eau et de nourriture et plus globalement de développement.

• Une nouvelle trajectoire énergétique peu polluante

En Afrique de l'Ouest, les potentialités sont multiples qu'il s'agisse de l'hydroélectricité, du solaire thermique ou photovoltaïque, des bioénergies, ou encore de l'énergie éolienne. Toutes ces filières démontrent au quotidien la disponibilité en ressources énergétiques durables et inépuisables adaptées aux différents contextes locaux.

Le potentiel d'énergie hydroélectrique constitue une première base d'exploitation énergétique et de coopération régionale. La République de Guinée, par exemple, avec son potentiel hydraulique de 6000 MW et une énergie annuelle garantie de 19.300 GWh, n'a mis en valeur que seulement deux pour cent. Ce potentiel est susceptible d'approvisionner les pays voisins alors que le pays n'arrive pas à alimenter convenablement sa capitale. La Guinée constitue ainsi un bel exemple de « pauvreté énergétique dans l'abondance », principale caractéristique des pays africains. C'est particulièrement vrai pour les renouvelables qui dépendent de la mécénat et de l'électricité sont encore plus difficiles à maîtriser pour les artisans du secteur informel. Ceci peut expliquer le faible taux d'adoption des renouvelables électriques comme le photovoltaïque ou les aérogénérateurs. Les utilisateurs de ces technologies doivent compter sur des expatriés ou des techniciens installés dans les zones urbaines. Le départ de ces experts peut conduire à la fin de ces projets renouvelables.

QUELLES SONT ALORS LES PRIORITÉS À COURT ET MOYEN TERME ?

On peut parvenir au développement à grande échelle des renouvelables en Afrique si l'on réussit à surmonter les principales obstacles en termes de politiques, de finances et de compétences. Avec une approche adéquate, le secteur africain des énergies renouvelables peut devenir un acteur important du secteur énergétique et couvrir les besoins d'une partie importante de la population.

Les technologies renouvelables peuvent jouer un rôle significatif dans le développement national en termes de création d'emplois ou de création de revenus et fournir des services énergétiques sans danger pour

Les difficultés d'accès aux services

• Engager les pays dans une vision de long terme.

Dans la quasi-totalité des pays de l'Afrique, les politiques sont de court terme et réactives. Quelques rares pays opèrent selon une vision à long terme (30 ans) à l'image du Ghana qui, grâce au Programme d'électrification nationale (NES) comme instrument clé de la politique gouvernementale, est arrivé à faire passer le taux d'électrification national de 29 % en 1992 à 49 % en 2003 et à 70 % en 2010.

• Aborder l'énergie dans sa dimension transversale

La notion de service énergétique considère la fourniture du service final et la satisfaction des besoins humains plutôt que les sources d'énergie ou les technologies. L'approche, à partir des besoins et donc des secteurs, permet d'apporter des réponses adéquates aux préoccupations de développement économique et humain durable. Cela permet aussi de mieux apprécier les enjeux technico-économiques qui doivent déterminer les choix d'intervention. Cette approche d'articulation des services énergétiques avec les autres secteurs (agriculture, eau, éducation, santé, etc...) permet de développer la demande d'énergie notamment en milieu rural.

• L'approche territoriale

Le transfert du pouvoir de décision à l'échelle territoriale, à travers les processus de décentralisation en cours dans beaucoup de pays, présente des niches d'appropriation technologique, d'amélioration de la gouvernance de l'énergie et de développement social que le littoral (Nord/Sud et rural/urbain) et écologique. La disponibilité d'un potentiel naturel en énergie renouvelable dans l'Afrique les moyens de changer de trajectoire énergétique en favorisant notamment le mixte énergétique faisant recours aux énergies renouvelables, la sobrieté et l'efficacité énergétique.

• L'adoption et la mise en œuvre de mécanismes de financement innovants et appropriés

Cependant, leur exploitation à large échelle ne pourra se faire sans une volonté politique réelle ni sans un élan international de solidarité pour répondre aux préoccupations de développement telles que la lutte contre la pauvreté. Au regard de ces insuffisances, la problématique de la transition énergétique devrait être repensée en donnant la priorité, non pas à l'accès à l'éclairage moderne, mais à des services énergétiques productifs en vue de renforcer la création d'emplois, de revenus et de valeur ajoutée, éléments clés de la croissance économique et de lutte contre la marginalisation. Un certain nombre de renouvelables affichent un bilan positif impressionnant en Afrique, notamment dans la réduction du profil de risque des secteurs électriques et dans la couverture des besoins énergétiques de communautés rurales isolées.

Toutefois, le potentiel et les arguments en faveur de la promotion des renouvelables ne sont pas bien exposés dans les documents sur les politiques énergétiques. De ce fait, le financement consacre au développement des renouvelables est minuscule comparé à celui des énergies conventionnelles. En outre, au niveau international, l'intérêt pour les renouvelables est motivé par le changement climatique et des préoccupations environnementales qui sont souvent inapplicables en Afrique.

Pour privilégier le développement des énergies renouvelables en Afrique, il serait donc possible de partir des arguments suivants: un renforcement de la sécurité énergétique découlant d'une réduction de l'exposition au risque de flambée des prix du pétrole à l'importation et des fréquentes pénuries d'électricité hydraulique liées à la sécheresse. La disponibilité de ressources renouvelables abondantes et compétitives comme la petite hydraulique, la géothermie et la cogénération. La possibilité de fournir des services énergétiques à des populations rurales isolées, à l'écart du réseau électrique. Un potentiel significatif de créations d'emplois et d'entreprises liés aux renouvelables et aux initiatives d'efficacité énergétique.

Dr Jonathan NDOUTOUUME NGOME, Maître Assistant CAMÉ

Le Groupe IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management, Ecole supérieure de référence en Afrique

Institut des Hautes Etudes de Management

PARTENARIAT AVEC L'ETAT - BOURSIERS ACCEPTÉS

- **PÔLE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION APPLIQUÉE (PSEGA)**
- **PÔLE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES (PSJP)**
- **PÔLE DES SCIENCES DE LA SANTÉ (PSSA)**
- **PÔLE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES (PLSH)**
- **PÔLE DU GÉNIE INDUSTRIEL (PGI)**
- **ECOLES DOCTORALES,**

Possibilité d'inscription en ligne

Etablissement privé d'Enseignement supérieur de Management des entreprises et des administrations agréé par l'Etat
Contrat de partenariat N°00420/MENESTFCJS avec le gouvernement gabonais
Campus A sis à STFO / Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie / Campus C sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon
B.P. 26 764 Tél : 06 06 88 34 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77
Libreville - Gabon
Site web : www.ihem-gb.org

- PROFIL DES ENSEIGNANTS :
 - 1. Agrégation
 - 2. Doctorat Nouveau régime
 - 3. Master (+ expérience professionnelle)

ENCADREMENT SCIENTIFIQUE : Sept professeurs agrégés en plus de 25 maîtres assistants des universités.

FOCUS

Le Groupe IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management, Ecole supérieure de référence en Afrique

Le Groupe IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management est un ensemble de pôles de formation de niveau supérieur sous régime LMD reconnu par l'Etat gabonais.

Fondé en septembre 2005, par M. Constant OYONO EBANG OBAME, le Groupe IHEM offre aux étudiants, un enseignement pluridisciplinaire entièrement consacré aux études économiques, commerciales, juridiques, de santé, d'ingénierie et de sciences humaines et constituant, une véritable synthèse de connaissances dans le domaine du management des entreprises et des administrations à partir d'une unité de conception et de méthode induisant une forte complémentarité du corps professoral et une large possibilité de filières offertes aux étudiants.

Le Groupe IHEM entend donner aux étudiants venant de tous les horizons, une formation reposant sur un parcours prestigieux et conduisant à des postes à hautes responsabilités dans les administrations nationales, les organisations internationales, les entreprises industrielles, commerciales ou de service, les hôpitaux, les banques et les sociétés d'assurance ou de conseil, les cabinets juridiques ou la création de leurs propres entreprises.

Et c'est pourquoi, le Groupe a initié une politique de coopération avec un certain nombre d'universités et d'Ecoles en Afrique (université de Douala-Cameroun), en Europe (Neoma Business school) France et en Amérique du Nord (ESG UQAM - Canada). Le Groupe IHEM qui croit que la formation technique et professionnelle doit s'accompagner à part égale de la culture générale, entend former des professionnels capables de maîtriser les nouveaux courants économiques, commerciaux, de santé, d'ingénierie et des sciences humaines et ayant une bonne ouverture intellectuelle, nécessaire à tout décideur.

A cet effet, des formations de premier, second et troisième cycles sont proposées conduisant à une diplomation à finalité technique et professionnelle, à savoir :

- Le Bachelor ou Licence professionnelle en trois (3) années après le Baccalauréat (Cycle normal : 180 crédits) ou en une (1) année après le DUT (Cycle spécial : 60 crédits);
- Le Master en deux (2) années après la Licence (Cycle normal : 120 crédits) ou en une (1) année après la Maîtrise d'université (Cycle spécial : 60 crédits);
- L'Executive MBA - Master of Business Administration en une année après le Master (Cycle normal : 60 crédits);
- Le Doctorat en deux (2) années après l'Executive MBA constitutive de la première année d'inscription en thèse doctorale (Cycle spécial : 120 crédits) ou en trois (3) années après le Master (Cycle normal : 180 crédits).

Le modèle de formation qui développe le Groupe L.H.E.M, un modèle internationalement reconnu pour le Management de haut niveau, est base grossou modo sur deux grands principes :

- Une sélection rigoureuse des candidats;
- Une volonté d'excellence académique en prise directe avec la réalité de la vie professionnelle.

PROGRAMME DE BACHELOR SPECIALISE OU LICENCE PROFESSIONNELLE

Le programme de Bachelor ou Licence professionnelle qui s'étend sur une année est d'abord recommandé aux professionnels, fonctionnaires et aux détenteurs d'un diplôme supérieur (DUT ou l'équivalent, LP2 soit BAC + 2) en activité de préférence et ayant des connaissances de base appropriées dans les domaines sollicités.

Ensuite, les élèves détenteurs du baccalauréat, toutes séries confondues, peuvent y être inscrits pour une formation d'une durée de trois (3) années avec la possibilité de passer le DUT ou autres en LP2.

Le programme de Bachelor a pour thème général, les rapports entre l'entreprise ou l'administration et le management. De là découlent ses deux caractéristiques :

- C'est un programme d'initiation ; il a pour objet d'introduire au langage, au raisonnement et aux grandes divisions managériales, de rendre familier le monde du management ;
- C'est un programme de synthèse: partant de l'idée que les différentes disciplines managériales applicables à l'entreprise ou à l'administration ne se comprennent bien qu'à partir de solides connaissances en gestion, il lie en permanence, l'étude de cette discipline aux autres disciplines proposées.

En tout, il comporte, tous les éléments d'une bonne formation en management dont les filières proposées sont:

- PÔLE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION APPLIQUÉE (PSEGA)

Options :

- Information et communication : Communication d'entreprise; Communication marketing; Communication publique.
- Gestion commerciale : Techniques de commercialisation; Marketing communication; Douane transit; Gestion logistique et transport; Management des unités commerciales.
- Gestion financière et comptable : Comptabilité gestion; Banque finance; Finance comptabilité; Banque assurance; Assurance; Audit et contrôle de gestion financière.
- Gestion administrative : Administration générale; Administration diplomatique et consulaire; Administration des affaires maritimes; Administration scolaire et universitaire; Administration du travail; Administration des collectivités locales; Administration des institutions hospitalières.
- Gestion des ressources humaines : Gestion du personnel; Administration du personnel; Audit et contrôle de gestion sociale.
- Gestion touristique : Gestion touristique et hôtelière; Gestion touristique et environnementale; Tourisme international.

- PÔLE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES (PSJP)

- Options : Droit des affaires ; Droit des collectivités territoriales ; Droit fiscal ; Droit des entreprises ; Droits des contrats ; Droit bancaire et financier ; Carrières juridiques ; Diplomatie et relations internationales.
- PÔLE DES SCIENCES DE LA SANTÉ (PSSA)
- Options : Soins infirmiers ; Pédiatrie ; Puériculture ; Sage-femme ; Biologie médicale ; Laboratoire médical;

L'IHEM, pour une bonne formation de proximité et l'excellence au service des générations !

Hygiène hospitalière.

• PÔLE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES (PLSH)

- Options : Journalisme ; Production audiovisuelle ; Edition ; Interprétariat ; QHSE ; Psychologie du travail ; Sociologie du travail ; Environnement et développement durable ; Psychopédagogie et sciences de l'éducation.

• PÔLE DU GÉNIE INDUSTRIEL (PGI)

- Options : Génie civil ; Génie mécanique et productique ; Génie informatique industriel ; Génie électrique ; Génie télécommunication ; Génie agricole ; Génie énergie renouvelable.

• ECOLES DOCTORALES.

LE MASTER, L'EXECUTIVE MBA ET LE DOCTORAT

Le programme de Master du Groupe IHEM qui s'étend sur dix huit (18) mois est d'abord recommandé aux personnes titulaires d'un diplôme de Bachelor ou Licence professionnelle et ayant de bonnes connaissances dans les formations proposées. Il peut s'étendre également sur neuf (9) mois dont trois en stage pour les étudiants titulaires de la Maîtrise d'université.

L'Executive MBA - Master of Business Administration s'étend sur 12 mois de formation dont 6 mois de recherche et reçoit des étudiants titulaires d'un Master. Le Doctorat quant à lui s'étend sur deux années après l'Executive MBA constituée de la première année d'inscription en thèse doctorale.

Il s'agit de former des cadres spécialistes du Management, capables de mener à bien des missions de diagnostic, de planification et de conception des systèmes de gestion, d'organisation des entreprises et de maîtrise des processus décisionnels.

Cette formation en même temps généraliste et spécialisée au Management de haut niveau repose sur cinq principes:

- Stimuler les capacités intellectuelles;
- Favoriser le développement personnel;
- Produire des décideurs opérationnels capables d'assurer un haut niveau de responsabilité ;
- Renforcer l'adaptabilité et la mobilité des dirigeants de demain;
- Développer et acquérir une vision internationale.

Cette formation met donc l'accent sur le management conçu comme un processus intégré, et exige de la part des étudiants, une perception globale de l'environnement économique, technique, culturel et éthique de l'entreprise.

ORIENTATION ET PLACEMENT

Le service information et orientation du Groupe IHEM sur les options de formation et les carrières offre des prestations visant à assurer des relations optimales entre les diplômés et les entreprises :

FRAIS DE SCOLARITE

CYCLES	D.U.T.	BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE	MASTER'S 1&2	MBA	DOCTORAT
Frais de scolarité	Jour ou soir cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial / Cycle normal	Cycle normal	Cycle spécial / Cycle normal
Inscription	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
1 ^{re} option	540.000	720.000	900.000	1200.000	1800.000
2 ^{me} option	2700.000 x2	360.000 x 2	450.000 x 2	600.000 x 2	900.000 x 2
3 ^{me} option	1800.000 x3	240.000 x 3	300.000 x 3	400.000 x 3	600.000 x 3
4 ^{me} option	900.000 x6	120.000 x 6	150.000 x 6	200.000 x 6	300.000 x 6
5 ^{me} option	700.000 x8	90.000 x 8	115.000 x 8	-	-

PIECES A FOURNIR POUR L'INSCRIPTION

- 1- Lettre de motivation du candidat adressée à l'Administrateur Directeur Général du Groupe IHEM ;
- 2- Copie légalisée de l'acte de naissance ;
- 3- Copie légalisée de diplôme du Bac, du D.U.T., B.T.S., D.T.S. de la Licence, de la Maîtrise, du DEA, du Master 2, du MBA ou l'équivalent ;
- 4- Attestation d'expérience professionnelle pour les travailleurs ;
- 5- Photos d'identité ;
- 6- Frais d'inscription + 1er versement selon l'option choisie ;
- 7- Frais de mutuelle junior entreprise : 20.000 FCFA (payable à l'inscription) ;
- 8- Uniforme scolaire (2 tenues + polo) : 100.000 FCFA ;
- 9- Frais d'examen de fin d'année : DUT : 60.000 FCFA ; Licence professionnelle : 80.000 FCFA ; Master 2 : 100.000 FCFA ; Executive MBA : 200.000 FCFA ;
- 10- Frais de soutenance : DUT : 50.000 FCFA / LP3 : 70.000 FCFA / Master : 100.000 FCFA / Executive MBA : 200.000 FCFA / Doctorat : 600.000 FCFA.

Résultats satisfaisants aux examens de DUT, Licence professionnelle et Masters.

Parce que le futur se formule au présent, des professeurs d'universités et de grandes écoles vous y attendent.

Ils ont dit...

"Je tiens à remercier monsieur constant Oyono pour m'avoir permis de bénéficier d'une formation de qualité au sein de l'IHEM."



Kabay Adrien, Licence de Communication Marketing, diplômé de l'IHEM, actuellement instructeur de communication sociale au ministère de la santé.

"Tous mes encouragements à l'IHEM qui m'a permis de recevoir une formation solide à travers des enseignants et des enseignements de qualité. Je suis entièrement satisfait de ma formation et je convie tous ceux qui désirent avoir une formation supérieure de qualité à s'y inscrire."



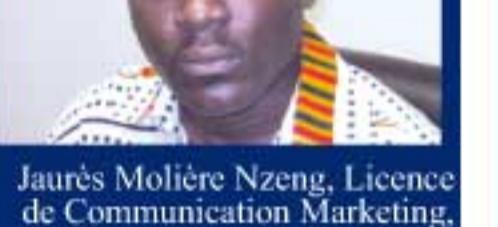
Biesnade Bibouthou, Titulaire du Master de GRH et Responsable des relations publiques au Fonds routier

"Après une très bonne formation ponctuée par l'obtention d'une licence en Communication-Marketing à l'IHEM, je suis désormais employée chez Airtel Gabon."



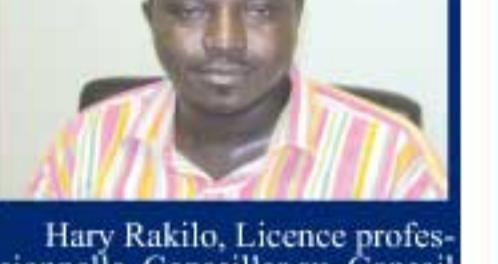
Vanessa Dos Reis Kowe, Agent commercial à Airtel Gabon

"Grace aux enseignements que j'ai reçus à l'IHEM, aujourd'hui je suis fonctionnaire municipal et je gagne dignement ma vie."



Jaurès Molière Nzeng, Licence de Communication Marketing, Fonctionnaire municipal

"J'ai reçu une excellente formation à l'IHEM qui me permet aujourd'hui d'assumer avec brio mes fonctions."



Harry Rakilo, Licence professionnelle, Conseiller au Conseil économique et social.



Lycée Privé de l'Excellence

Le Lycée Privé de l'Excellence :
un cadre agréable, un suivi au quotidien, un personnel performant, une pédagogie au service du développement.



Rentrée Scolaire

2015 - 2016

Au Lycée Privé de l'Excellence, nous sommes toujours plus proches de vous.

Résultats satisfaisants aux examens officiels



Début des cours 1er octobre 2015

Pour tous renseignements, service de la scolarité
sous les feux tricolores de la Peyrie
B.P : 26.764 - Tél. : (+241) 05 51 36 18 Libreville - Gabon
Site web : www.ihem-gb.org

POTENTIEL ANNONCES**TERRAIN****VENTE**

Vend Terrain de 400m² à Nzeng Ayong.
Prix 1.250.000f. Tel 07062375/
04669583

Vend Terrain à Nzeng-ayong de
2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à
débattre. Tel 06439103.

Vend Terrain de 400m² à Montalier
Nzeng Ayong. 1000000fcfa à débattre.
Tél: 06347284

Vend Terrain 1200m² avec soubassement
d'une maison de 4chambres après
la cité amissa d'angondjé avec titre foncier
1100000f. Tél: 07852262.

Vend Terrain 1500, à la 2ème cité opong
d'owendo port avec titre foncier à
28.000000f. Tél: 06347284

Vend Terrain à Nzeng-ayong de
2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à
débattre. Tel 06439103.

AUTOMOBILE

Vend Terrain au PK 10comprenant une
maison en planche, une maison en dur.
Prix 8.000.000f à débattre. Tel :
03187739/06347284

Vend Terrain de 1500m² à Ntoum.
2000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend Terrain en bordure de la route à
Owendo.. Tél: 06347284

Vend Toyota Prado en bon état,
6000000fcfa à débattre. Tél:
06347284

SERVICES PUBLICS

• Renseignements téléphoniques nationaux	12
• Renseignements téléphoniques internationaux	16
• Préfecture de police.....	01 72 00 43 / 17 20
• Dérangements téléphoniques.....	19
• Police secours.....	177
• SAMU et ambulances.....	13 00
• Infos sida.....	13 13
• Sapeurs pompiers.....	01 74 09 55 / 18
• CHU.....	01 74 40 80
• Gendarmerie nationale.....	01 73 11 58
• Permanence gendarmerie.....	01 73 20 36
• Police judiciaire.....	01 72 09 51
• Brigade anticriminelle.....	01 72 00 43
• SEEG dépannages.....	01 76 73 73
• Cabinet Préfet de police.....	01 72 09 00

HOPITAUX ET CLINIQUES

• Centre hospitalier de Libreville.....	01 74 40 80
• Hôpital de Nkembo.....	01 76 21 30
• Fondation Jeanne EBORI.....	01 73 27 71
• Hôpital d'instructions des armées.....	01 79 00 00
• Cabinet de Groupe.....	01 74 32 32
• Cabinet médical NOMBIE.....	07 82 06 06
• Clinique BIYOGHE.....	01 74 29 62
• Clinique des Cinq Palmiers.....	01 74 31 40
• Polyclinique CHAMBRIER.....	01 76 14 68
• Clinique Sainte Alice.....	01 77 54 03
• Clinique de la Paix.....	01 72 14 69
• Polyclinique EL RAPHA.....	07 98 66 60
• Union médicale.....	01 73 70 48 99
• S.O.S Médecin.....	01 74 08 80
• Hôpital Albert SCHWEITZER.....	07 24 00 24

COMPAGNIES AERIENNES

• Aéroport de Libreville (ADL).....	01 73 62 44
• Air France.....	01 79 64 64
• LUFTHANSA.....	01 74 08 40
• ROYAL AIR MAROC.....	01 73 10 25
• CAMAIR-CO.....	05 73 76 20
• Sénégal AIRLINES.....	01 72 14 45
• SOUTH AFRICAN AIRWAYS.....	01 72 41 91
• Air Nigéria.....	01 17 60 37
• AFRICA AIRWAYS BENIN.....	01 72 29 71
• SKY GABON S.A.....	01 44 32 68
• ETHIOPIAN AIRLINES.....	05 93 16 60

COMPAGNIE FERROVIAIRE

• SETRAG:.....	01 70 80 60
----------------	-------------

PHARMACIES DE GARDE

• Pharmacie de garde du PK6.....	06 75 61 12
• Pharmacie du beau séjour.....	01 76 55 93
• Pharmacie du commissariat central.....	01 74 64 22
• Pharmacie de nzeng-ayong.....	05 19 02 79
• Pharmacie de la Poste.....	01 72 83 30
• Pharmacie les Foréliers.....	01 72 23 52
• Pharmacie Sainte Marie.....	01 74 00 52
• Pharmacie d'Olonni.....	01 72 15 86

TRANSPORTS TERRESTRES

• SOGATRA.....	01 76 20 09
• Transport TANKES.....	01 74 48 99
• Bitam Express.....	07 53 66 42
• MAJOR Transport.....	07 43 54 09
• La MOLVILLE Transport Plus.....	07 40 43 54

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

La CAN 2017 au Gabon et les impératifs de l'heure

La géopolitique du sport est une branche de la science politique qui étudie les implications géopolitiques du sport. Le sport étant un important marqueur de hiérarchie sociale et politique, il a ainsi dans l'histoire permis de visualiser la hiérarchie et les conflits entre les grandes puissances. Les Jeux olympiques en sont certainement le plus important exemple. En football, la géopolitique concerne des relations internationales induites par la pratique de ce sport et notamment la désignation des villes et pays accueillant des compétitions de ce sport collectif.

La candidature gabonaise a pris du volume au cours des dernières semaines qui ont précédé l'Assemblée générale de la Confédération africaine de football (CAF) a renouvelé sa confiance aux dirigeants gabonais. La désillusion a été d'autant plus grande que de nombreux algériens pensaient que l'organisation ne pouvait échapper à leur pays, pendant qu'une voix discordante, celle du président du Comité olympique algérien, Mustapha Berraf, avait déjà averti en mars dernier: « D'après les informations en ma possession, c'est plutôt le Gabon qui aura l'opportunité d'organiser la prochaine édition de la CAN en 2017. »

Cet incident a certainement pesé lourdement dans la balance en faveur de l'Algérie. La pression a été d'autant plus grande que de nombreux algériens pensaient que l'organisation ne pouvait échapper à leur pays, pendant qu'une voix discordante, celle du président du Comité olympique algérien, Mustapha Berraf, avait déjà averti en mars dernier: « D'après les informations en ma possession, c'est plutôt le Gabon qui aura l'opportunité d'organiser la prochaine édition de la CAN en 2017. »

Sur le plan socio-économique, les tenanciers de nombreux « maquis » de la ville, où l'odeur de la viande se mêlent avec celle du poisson, sont également en liesse. La CAN au Gabon, c'est une bonne nouvelle pour « booster » leurs commerces: « Avec le tourisme et tout ce qui comporte la CAN, ça va boucler les affaires et c'est une grande joie pour nous », confie un tenancier. Une gabonaise renchérit: « Ça permettra au pays de se développer et ça va favoriser des entrées sur le plan touristique, et ainsi de suite. »

Dans le domaine touristique, l'activité du secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des loisirs devrait connaître une rapide croissance, du fait de la livraison de la CAN 2012, le soutien du public

Sur le plan socio-économique, les tenanciers de nombreux « maquis » de la ville, où l'odeur de la viande se mêlent avec celle du poisson, sont également en liesse. La CAN au Gabon, c'est une bonne nouvelle pour « booster » leurs commerces: « Avec le tourisme et tout ce qui comporte la CAN, ça va boucler les affaires et c'est une grande joie pour nous », confie un tenancier. Une gabonaise renchérit: « Ça permettra au pays de se développer et ça va favoriser des entrées sur le plan touristique, et ainsi de suite. »

Si le gouvernement se félicite de la désignation du pays pour l'organisation de la 31ème édition de la Coupe d'Afrique des nations (Can) en 2017, une grande partie de l'opinion a encore en mémoire les graves manquements observés il y a trois ans sur le plan économique.

En effet, l'analyse détaillée des lignes budgétaires consacrées à la Can 2012 laisse apparaître des dépenses dont les montants sont surprenants ou même encore de nombreuses dépenses budgétisées, exécutées mais jamais réalisées sans que ni le gouvernement, ni les organisateurs de la Can 2012 ne donnent la moindre explication. Aussi, après analyse des lois de finances de 2005 à 2013, seuls 346,9 milliards de francs ont été régulièrement inscrits au budget de l'Etat. Dans le même sens, alors que la Can 2012 s'est achevée au 1er trimestre 2012, deux inscriptions budgétaires d'un montant global de 26,7 milliards de francs ont été inscrites au budget 2013 au titre des travaux de la compétition. Bien évidemment ces nombreuses bizarries sont assimilables à des détournements en bonne et due forme: une frange de l'opinion publique nationale estimant que l'organisation au Gabon de la Can 2012 n'aura été qu'un gouffre financier, assorti de très peu de retombées positives pour le pays.

Des faits inquiétants qui pourraient bien se reproduire dans deux ans si l'on n'y prend garde, avec notamment la construction de deux nouveaux stades. Si le pays dispose déjà de deux sites avec Libreville et Franceville, deux nouvelles enceintes doivent être érigées à Port-Gentil et Oyem. Qu'à cela ne tienne, le spectacle de 2012 plane toujours avec certains chantiers non achevés à ce jour.

(Suite en page 12)



Ali Bongo Ondimba, fervent contributeur du "Gabon qui gagne", tient compte de trois facteurs pour relever tous ses défis quand se présentent certaines difficultés : soit il les surmonte, soit il les contourne, soit il les déplace, selon les situations.

La CAF a fait un choix fort en excluant l'Algérie d'une compétition destinée à l'origine à la Libye. Elle l'a fait au risque de fâcher les pays d'Afrique du Nord qui voyaient d'un bon œil un de leurs représentants accueillir le tournoi. « On a l'impression que la CAF ne veut pas que le Maghreb organise la CAN », déplore Asma Halimi, rédactrice en chef du journal Competition. Le président de la fédération était très optimiste cette semaine... Les deux seules explications, c'est d'abord que la CAF fait payer à l'Algérie son refus d'organiser la CAN 2015 et, par ailleurs, le problème de la violence dans les stades.

La mort du footballeur camerounais, Albert Ebossé, pensionnaire de la JS Kabylie en août, et plusieurs actes de violence récurrentes dans les stades ont constitué le principal handicap du dossier algérien qui a connu un nouvel épisode avec la blessure à la tête du gardien international Azzeddine Doukha, atteint à la tête par un projectile mardi 7 avril.

En effet, cinq ans après, la Coupe d'Afrique des nations de football se

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises	Matières 1ères	Bourses	Opportunités d'affaires
1 USD	487,377 FCFA	Coût de l'échange	Date
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1264 \$/t 06/05/15
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	16.72/USD/ once 06/05/15
1 GBP	824,298 FCFA	Café</	

CULTURE & DIVERTISSEMENT

Poésie

AFRIKA

Terre d'Afrique
Universelle Afrique
A travailler juste
La matière lustre
Et transformer
Un monde raisonné.

Vision libertaire
Des voies reverberes
Action enthousiaste
D'agissante faste
Silence des masques
Dimension des marques.

Positive Afrika
Ferme Afrika
Et du règne de l'Etre
Etre pour Etre
Justice Afrika
Géniale Afrika.

Constant OYONO (Poète gabonais)

ARC-EN-CIEL NYONGHE

Arc-en-ciel Nyonghe
Traditions du sceptre
Saisons d'encens
Et d'un ciel à l'autre
Invisible collyre
Lactée des astres.

Arc-en-ciel Nyonghe
Prismal de cime
Panoma d'arc
Parcime rosée
Transfigurine feta
Ascèse atmosphère.

Arc-en-ciel Nyonghe
FERME invocation
Serviteur de foi
Force et vigueur
Luminose des sept
Vivants des mondes.

Arc-en-ciel Nyonghe
Du violet indigo
Bleu vert
Du jaune orange
Rouge intra'ex
Et géniale éternité.

Horoscope du mois



BELIER



TAUREAU



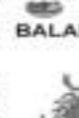
GÉMEAUX



CANCER



LION



VIERGE



BALANCE



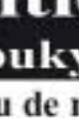
SCORPION



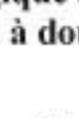
SAGITTaire



CAPRICORNE



VERSEAU



POISSON

POTENTIEL

JOURNAL
DE PROMOTION
ECONOMIQUE, SOCIALE
ET COMMERCIALE

Fondateur et
Directeur de la publication,
Directeur de la rédaction:
Constant

OYONO EBANG OBAME

Secrétaire Infographe:
Olivia Albertine AKARE

Consultants:
Pr Ludovic OBIANG

Pr Symphorien ENGONE MVE
Dr Anaclet NDONG NGOUA

Dr Jonathan NDOUTOUME NGOME

Dr Bernard EKOME OSSOUMA

Dr Alphonse NDINGA NTSIENGUI

Dr Arthur SABI DJAOUDI

Euloge Hervé MAGNAKA DIBA

Prosphère TONDA MAMBENDA

Secrétariat & publicité
CEMAC Consulting
B.P. : 26764 Libreville

Tél : (+241) 0341 9975 / 0441 8349

Adresse du journal :

B.P. : 26764 Libreville
Siège social : Libreville
Tél : (+241) 0341 9975 / 0441 8349
Email : potentiel@yahoo.fr

Composition et impression :

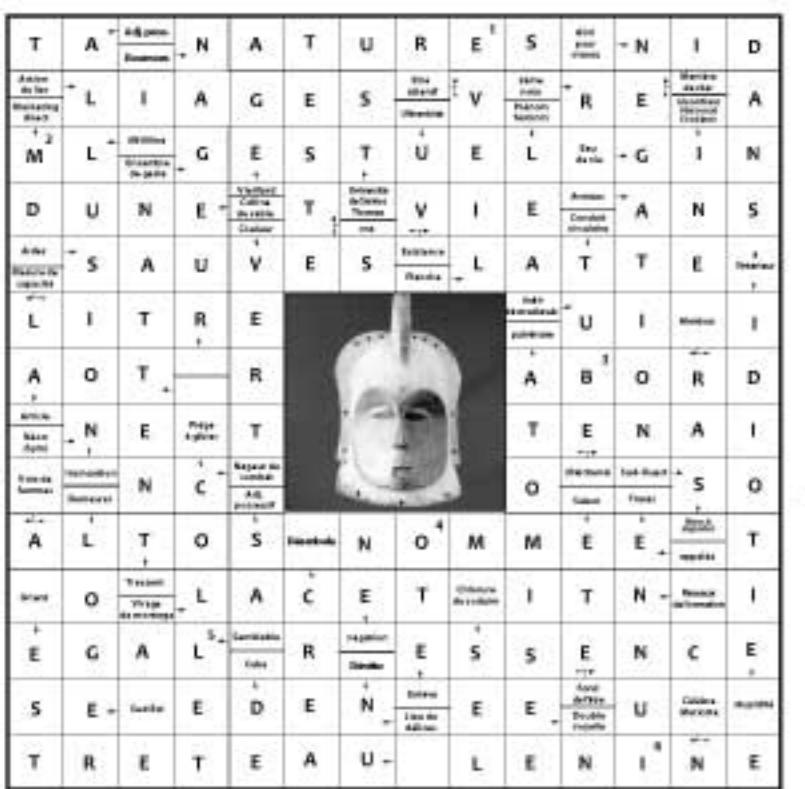
MULTIPRESS GABON
B.P. : 3875 Libreville
Tél. : 01 73 21 75

Distribution : Sogapresse
B.P. : 121 Libreville
Tél : (+241) 73 31 08 / 73 31 31

Potentiel Découverte
de Roukya NTSAME MBA

Le jeu Potentiel Découverte que notre journal vous propose est un jeu de mots fléchés qui a la caractéristique de vous emmener à découvrir et à identifier l'image qui se trouve au centre de la grille en rassemblant par ordre chronologique toutes les lettres placées dans les cases numérotées. La réponse, vous l'aurez à la parution suivante avec en plus, l'histoire de cette image. Il s'agit donc d'un jeu à double intérêt : culturel et historique.

Solution de la Grille N° 033

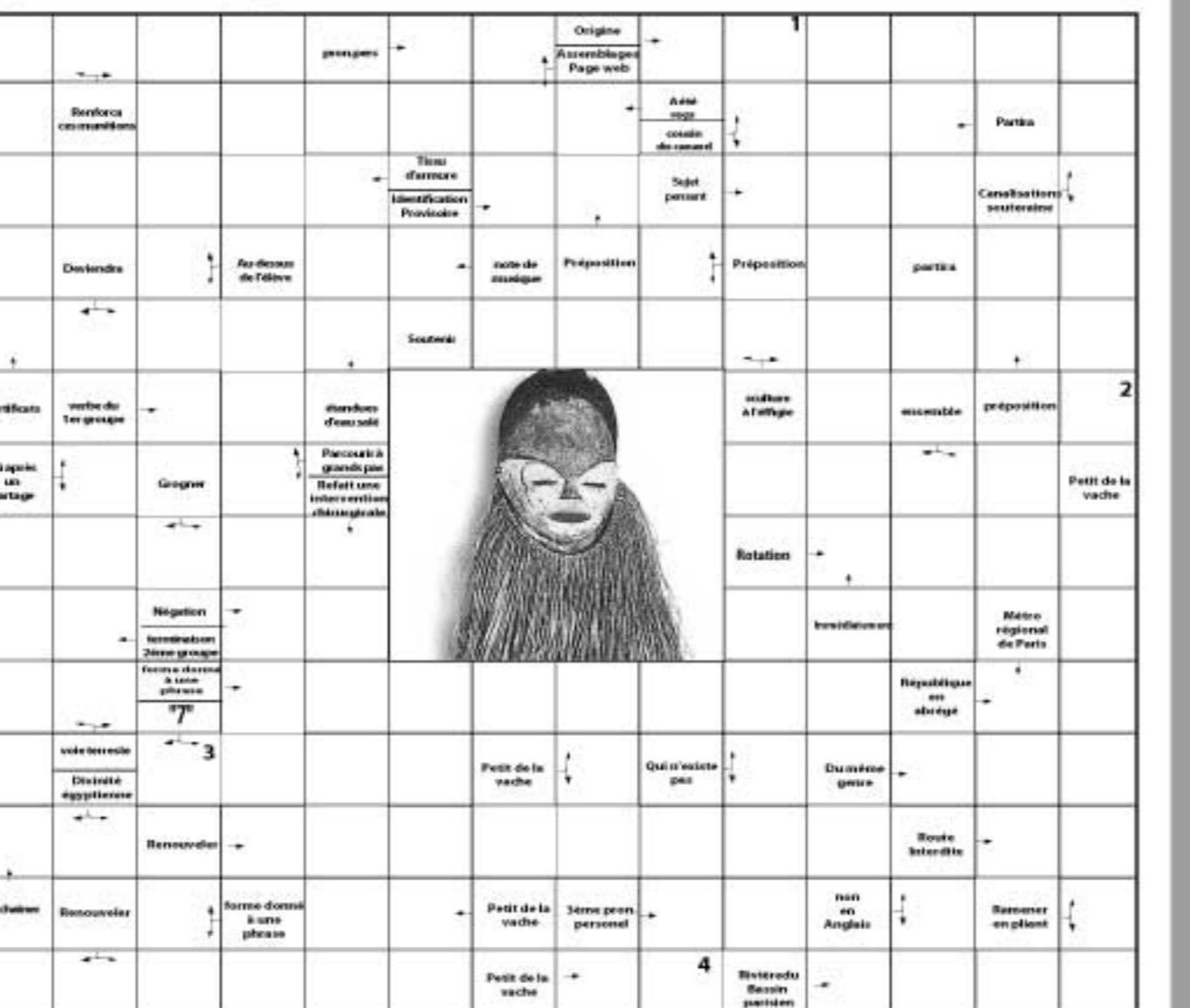


L'image de la grille n°033 est celle du masque **EMBOLI**.

Le masque Emboli est originaire du groupe ethnique lkota dans la région

ornée de deux cavités et d'arcades sourcières proéminentes. Sur sa tête, on observe un cimier sagittal. Il est porté au cours des cérémonies de la confrérie du "Ngoye" (la panthère) qui marquent le passage des jeunes garçons à l'état adulte par la circoncision. Il intervient aussi lors des danses de guérison ou lors de rituels de recherche de sorciers. Ces danses sont exécutées de jour, dans la cour du village. L'Emboli est aussi un rappel de la vitalité redoutable de la forêt et des esprits. Le terme mboto mwa emboli signifie "le paquet de pagnes de l'emboli".

GRILLE N° 034



Pensée du mois :
"Nous devons véritablement rendre justice au développement de notre pays le Gabon. Pour celui-ci et pour nous-mêmes, nous devons vraiment cultiver une pensée positive."

Constant OYONO (Poète gabonais)

Analyse de presse

ALI BONGO SUR LES CHANTIERS DU PK 12 ET DU CHU



l'UNESCO, à l'occasion de la célébration le 3 mai 2015 de la traditionnelle journée mondiale de la liberté de la presse dans l'enceinte de Gabon Télévision. Mme Mekamne Taty pense qu'il s'agit pour l'organisme onusien d'interpeller les décideurs sur le sort qu'il faut résérer tant aux médias numériques à l'approche genre dans la profession que à la régularisation de l'information dans la presse en ligne. Pour elle, il s'agit avant tout de réaffirmer l'engagement du Chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, d'arrimer les médias aux standards internationaux, comme nous le rapporte nos confères de LA LOUPE.

ALI BONGO ONDIMBA À L'INVESTITURE DE OUATTARA



Le Président gabonais Ali Bongo Ondimba s'est rendu, le mardi 28 avril, au PK12 et au Centre Hospitalier Universitaire de Libreville (CHUL), pour inspecter deux importants chantiers de son vaste programme infrastructurel. Il a ainsi visité que les travaux de la route 2X2 voies du PK 12 jusqu'au PK5 devraient voir leur rythme boosté sous peu, et au Centre Hospitalier Universitaire de Libreville (CHUL), le Chef de l'Etat a pu se rendre compte de l'état d'évolution des travaux d'extension de cette structure réalisés par la société VAMED, qui a fixé leur livraison à cette fin année, comme nous le rapporte nos confères de LA LOUPE.

LE DIRECTEUR DE L'USINE DE SIAT LAMBARÉN AUX ARRÊTS



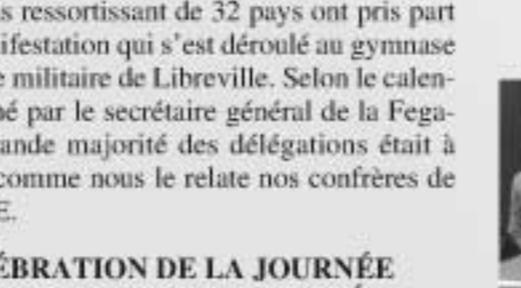
Le directeur de l'usine de Lambaréne (Moyen Ogooué) a été interpellé vendredi 1^{er} mai par les forces de l'ordre pour fraude commerciale et emplois illicites. Jean Pierre Mvafé, directeur industriel du complexe Siat Gabon de Lambaréne a été placé sous mandat de dépôt à la prison provinciale de la localité. Cette déposition fait suite aux résultats d'enquêtes menées sous l'ordre du procureur de la république au sujet d'un certain nombre d'activités dont M. Mvafé était l'instigateur notamment le trafic d'influence, la fraude commerciale, les emplois illicites, l'utilisation de produits périssables etc. Le géant gabonais de l'agro-industrie se signale de nouveau négativement par le biais de son directeur d'usine comme nous le relate nos confères de l'UNION.

36ÈME ÉDITION DU TOURNOI DE JUDO À LIBREVILLE



Les participants au séminaire de validation des programmes pédagogiques de l'École des mines de Moanda, organisé du 28 au 30 avril 2015 à Libreville, ont finalement approuvé, après des aménagements en plénière, les contenus proposés en ateliers pour cette école encore en construction. Au nombre des filières retenues pour l'ouverture de cet établissement, les participants se sont prononcés sur la prospection minière, l'extraction des minéraux et la métallurgie, sous ses deux grands aspects : pyrométallurgie et hydro-métallurgie. Ces trois domaines complémentaires seront composés de matières qui ont été soigneusement scrutées par des universitaires du Gabon et leurs collègues, venus singulièrement de l'École nationale supérieure de Nancy et de l'École nationale supérieure des industries chimiques de Nancy en France conformément aux règlements sportifs et d'organisation et au règlement d'arbitrage de la Fédération internationale de judo (FIJU). Près de 300 judokas ressortant de 32 pays ont pris part à cette manifestation qui s'est déroulée au gymnase du pôle militaire de Libreville. Selon le calendrier décliné par le secrétaire général de la Fega-judo, la grande majorité des délégations étaient à Libreville comme nous le relate nos confères de LA LOUPE.

LA 2ÈME ÉDITION DE LA JOURNÉE DU REIN



CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE À LIBREVILLE

Pour le ministre de la communication, la commémoration de cette journée donne comme un déclenchement pour la presse gabonaise qui doit s'arrimer véritablement au professionnalisme tout en abandonnant les vieux clichés. "Laisser le journalisme prospérer", tel est le thème principal retenu par

l'insuffisance rénale au stade de dialyse". Avec pour intervenant, le Pr. Romain Tchoua, anesthésiste-Réanimateur comme nous le transmet nos confères de LA TRIBUNE DU NORD.

EXPLOSION D'UNE USINE À LA ZERP DE NKOK

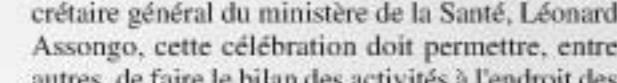


Le Président gabonais Ali Bongo Ondimba s'est rendu, le mardi 28 avril, au PK12 et au Centre Hospitalier Universitaire de Libreville (CHUL), pour inspecter deux importants chantiers de son vaste programme infrastructurel. Il a ainsi visité que les travaux de la route 2X2 voies du PK 12 jusqu'au PK5 devraient voir leur rythme boosté sous peu, et au Centre Hospitalier Universitaire de Libreville (CHUL), le Chef de l'Etat a pu se rendre compte de l'état d'évolution des travaux d'extension de cette structure réalisés par la société VAMED, qui a fixé leur livraison à cette fin année, comme nous le rapporte nos confères de LA LOUPE.

COMME NOUS LE RAPPORTE NOS CONFÉRENCES DE LA LOUPE

Comme nous le rapporte nos confères de LA LOUPE, c'est dans l'après-midi du 21 avril 2015, qu'il y a eu un accident à l'usine de la Chaudronnerie du Gabon (CDG) qui a causé le décès d'un employé d'origine indienne et de graves blessures à six autres. Trois nationaux ont également été blessés. Une enquête a été ouverte. Dans ce contexte, les activités de la société ont temporairement été suspendues en attendant les résultats de l'enquête, qui a aussi été ouverte à la demande des responsables de la Zone économique à régime privilégié (ZERP) de Nkok.

JOURNÉE DE LA SAGE-FEMME



La communauté internationale commémore aujourd'hui, la Journée de la sage-femme. Comme en 2006 et ceci jusqu'en 2015, le slogan commun de la journée est : " le monde a besoin des Sages-femmes aujourd'hui plus que jamais". Selon le secrétaire général du ministère de la Santé, Léonard Assongo, cette célébration doit permettre, entre autres, de faire le bilan des activités à l'endroit des populations cibles que sont les femmes et les enfants, dresser un état des lieux de la profession et améliorer les pratiques quotidiennes y relatives par un renforcement permanent des capacités, en vue de contribuer efficacement à la réduction de la mortalité maternelle, encore très élevée, comme nous le transmet notre confère de NKGU' LE MESSAGER.

UNE DÉLÉGATION DU BIT EN MISSION AU GABON



Sur invitation du gouvernement gabonais, en vue d'un renforcement des capacités des acteurs sociaux, une délégation Africaine centrale du Bureau International du Travail (BIT) basé à Kinshasa a été échangé, le 4 mai 2015 avec le Ministre en charge du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Simon Ntoumou Emane. Comme nous le rapporte nos confères de L'UNION, cette délégation est conduite par Faustin Amoussou K. Ekou. La présence à Libreville de cette délégation fait suite aux deux requêtes émanant d'une partie du Ministère gabonais du Travail sollicitant une implication du BIT dans la recherche des solutions à la crise dans l'enseignement et d'autre part, celle de la Confédération Syndicale Gabonaise (Cosyga) demandant une assistance technique et un appui financier pour l'organisation d'un séminaire national sur le « Dialogue social, la représentativité syndicale et la représentation ».

2005 - 2015 JUBILE DES 10 ANS D'EXISTENCE DE L'IHEM

PROGRAMME ANNIVERSAIRE :

DU LUNDI 1^{er} AU SAMEDI 07 JUIN 2015

REMISE DE DONS DANS LES DIFFÉRENTS ORPHELINATS DE LIBREVILLE;

GRANDE KERMESSE FESTIVE, JEUX, KARAOKE, TOURNAI DE FOOTBALL DU LEADERSHIP ;

CONFÉRENCES DÉBATS, CONSULTATIONS ET DÉPISTAGES GRATUITS DE L'HYPERTENSION ET DU DIABÈTE ;

"GRAND PRIX DU FONDATEUR DE L'IHEM" AYANT POUR BUT DE RÉCOMPENSER ET DE COACHER LE MEILLEUR PROJET DE DÉVELOPPEMENT CHAQUE ANNÉE.

REMISE DE DIPLÔMES AUX 2000 LAURÉATS DES PROMOTIONS 2005 à 2015 ;

SOIRÉE SPÉCIALE IHEM AVEC CONCERT GÉANT.

La rédaction

Potentiel agenda

CAN 2017 AU GABON

Le Gabon a été désigné par la CAF pour l'organisation de la 36^e édition de la CAN en 2017. Après la CAN 2012 qui avait vu la co-organisation de cette manifestation avec la Guinée équatoriale, le Gabon (et son peuple) se donne une fois de plus l'occasion de démontrer aux yeux du monde qu'il a une tradition de terre d'accueil et de pays organisateur habitué aux grands rendez-vous.

COLLOQUE MONDIAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un colloque mondial des télécommunications se tiendra à Libreville du 09 au 11 juin 2015. Ce colloque qui aura pour thème "Faire attention à la fracture numérique" regroupera sur les différents opérateurs et régulateurs du secteur.

4^e EDITION DU NYFA À LIBREVILLE

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

La CAN 2017 au Gabon et les impératifs de l'heure

(Suite de la page 9)

Par ailleurs, quels secteurs feront les frais des travaux de la Can 2017 ? Comment le gouvernement s'organisera-t-il pour financer cette compétition alors que les recettes de l'Etat sont de plus en plus faibles ? Cette question est d'autant plus importante que la situation financière du pays s'est fortement dégradée en raison, notamment, de la chute des prix du pétrole et de l'indiscipline budgétaire observée au cours des trois dernières années.

Selon Pierre-Alain Mounguengui, le président de la Fédération gabonaise de football, concernant les retombées potentielles de la Can 2017, deux nouveaux stades seront construits. Il s'agit de celui de Port-Gentil et celui d'Oyem : « Nous avons déjà Libreville (45 000 places, ndlr) et Franceville (25 000 places, ndlr) et nous aurons également Port-Gentil (20 000 places, ndlr) et Oyem (20 000 places, ndlr) ».

Un avis partagé par le Premier ministre Daniel Ona Ondo, qui explique à RFI : « Il y aura non seulement des stades à construire, mais aussi des hôtels à remettre aux normes. Donc, ce sera un grand moment non seulement sportif, mais économique pour notre pays... ».

La bonne nouvelle de l'organisation de la Coupe des nations de football en 2017 n'occulte pas l'essentiel relatif aux difficultés de la vie quotidienne des gabonais. « Avant d'organiser un événement heureux, il faudrait d'abord voir les problèmes qui minent le pays. On sait que tout va mal dans le pays », fustige un ha-

bitant de Libreville. Un message que Daniel Ona Ondo dit entendre pleinement : « C'est vrai que nous connaissons quelques difficultés qui existent, avec la baisse du prix du pétrole, mais rassurez-vous, nous allons prendre toutes les dispositions. »

Et de réaffirmer son enthousiasme

mise du côté du Gabon. Naturellement, je dis que ça va permettre de "booster" un peu la croissance, parce que d'abord il y a un flux d'investisseurs qui va arriver dans notre pays».

Naturellement, de nombreux gabonais s'interrogent sur le coût d'opportunité de cette compétition.

lement rien. Et ce, en dépit des 400 milliards évoqués pour l'organisation de cette compétition. Dans le même sens, d'aucuns se demandent comment financer cet événement alors que tous les chantiers ou presque sont à l'arrêt. Le scepticisme est donc de mise. Aux pouvoirs publics de convaincre les

fonction publique et des enseignants paralysent une bonne partie du territoire. La baisse des prix du pétrole sera également à surveiller, le pays souffrant du niveau très bas de l'or noir dont il est exportateur.

Par ailleurs, l'organisation de la 31ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football constitue à nos yeux un risque politique dans la mesure où, quelques mois avant le début de la compétition qui se jouera en janvier 2017, le Gabon a deux rendez-vous politiques majeurs. Il s'agit de l'élection présidentielle du mois d'août 2016 et des élections législatives en décembre de la même année. Le facteur risque de l'organisation de la CAN se situe au niveau des lendemains postélectoraux qui sont toujours caractérisés par des violences politiques.

Ces raisons peuvent amener les plus hautes autorités de la République gabonaise à décaler le calendrier électoral pour que ces deux scrutins se tiennent plutôt que prévu afin de laisser une grande marge entre les périodes électorales et le début de la CAN qui est avant tout un jeu.

En définitive, la Coupe d'Afrique des nations de football est avant tout un jeu. Tout comme les Grecs « Donnez nous les jeux et du pain », les gabonais ont non seulement besoin des jeux, mais aussi du pain.

Dr Jonathan NDOUTOUUME NGOME,
Maitre Assistant CAMES



Le stade de l'amitié Sino-gabonais d'Angondje :
un joyau architectural qui fait la fierté des gabonais.

: « Le gouvernement que je dirige prendra toutes les dispositions pour que ce soit une CAN réussie (...) Nous avons déjà eu une expérience, nous l'avons déjà organisée. Donc nous avons déjà certains stades, mais il faut en construire d'autres. Nous mettrons tout en œuvre pour être à la hauteur de la confiance qui a été

Beaucoup se remémorent encore les promesses non tenues de 2012, notamment l'absence d'impact sur l'économie locale ou la trop forte politisation de l'événement. Alors que cette fête du football s'inscrivait dans un objectif plus large d'investissements à grande échelle pour moderniser le pays, il n'en fut réel-

sceptiques et de donner raison à la Caf.

Sur le plan Politique, en attribuant l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football 2017 au Gabon, la CAF parie sur l'apaisement du climat social qui perturbe le pays. De nombreuses grèves de la

A. PRESENTATION GENERALE

La nécessité d'introduire le programme de Sciences de la santé s'est faite sentir depuis la fermeture des frontières des pays européens aux ressortissants africains en général et gabonais en particulier, et ce depuis 2010.

C'est pour répondre désormais à la demande sans cesse croissante de cadres moyens et cadres supérieurs en personnel de santé et paramédical dont le Gabon aura toujours besoin, que le Fondateur de l'IHEM a décidé d'ajouter à son offre de formation, en mettant en place un programme spécial IHEM Pôle des Sciences de la Santé en abrégé IHEM/PSSA qui est logé au campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie.

IHEM/PSSA est un programme complet d'enseignements de 1^e et 2^e cycles supérieurs consacrés notamment aux problèmes de :

- Epidémiologie et statistiques
- Biologie médicale
- Génie sanitaire
- Laboratoire médical
- Puériculture
- O.R.L.
- Ingénierie biomédicale
- Science dentaire
- Radiologie médicale
- Maintenance biomédicale
- Techniques pharmaceutiques
- Santé familiale
- Santé communautaire
- Planification de santé
- Services et soins infirmiers
- Santé de l'habitat et de l'environnement
- Santé reproductive
- Santé sexuelle
- Hygiène alimentaire et nutrition

Ce programme offre deux options :
1- Profil sciences infirmières et hospitalières
2- Profil Pédagogie des sciences de la Santé.

B. CONDITIONS D'ADMISSION

- Pour les élèves, être titulaire du Bac ou l'équivalent du Bac et adresser une lettre de motivation à l'Administrateur Directeur Général de l'IHEM.

- Pour les infirmiers, les praticiens médicaux en exercice, être titulaire d'un Bac en techniques infirmières d'école, d'hôpital ou l'équivalent et être aussi autorisé à exercer la profession et en fournir la preuve.

C. FRAIS DE SCOLARITE

Cycles	DESP DUT	LICENCE PRO	MASTER
Frais de scolarité	Jour ou soir	Cycle spécial	Cycle spécial/ cycle normal
Inscription	90.000	90.000	90.000
1ère option	540.000	720.000	900.000
2ème option	270.000x2	360.000x2	450.000x2
3ème option	180.000x3	270.000x3	300.000x3
4ème option	90.000x6	187.500x6	150.000x6
5ème option	70.000x8	90.000x8	115.000x8

D. PARTENARIATS AVEC L'ETAT

Notre partenariat avec l'Etat gabonais nous permet de placer nos étudiants en stage dans les centres hospitaliers universitaires sans oublier nos centres hospitaliers provinciaux et les dispensaires de santé scolaire et universitaire sur toute l'étendue du territoire national.

E. PARTENARIAT PRIVE / PRIVE

Les stages constituent une partie importante de la formation. C'est pourquoi l'IHEM/PSSA est soucieux de vous proposer des lieux de stages très diversifiés tels que des laboratoires privés, les cliniques et les cabinets privés de soins de santé avec lesquels nous signons des conventions de stage.

Pôle des sciences de la santé IHEM/PSSA

2015 - 2016

PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT EN SCIENCES DE LA SANTE :

- DUT en soins infirmiers
- DUT en soins de santé pédiatrique et infantile
- DUT en puériculture
- Licence professionnelle en soins infirmiers
- Licence professionnelle en biologie médicale
- Licence professionnelle en Laboratoire médical
- Licence professionnelle en diététique
- Licence professionnelle en hygiène hospitalière
- Licence professionnelle de sage femme
- Licence professionnelle en sciences paramédicales
- Licence professionnelle en techniques pharmaceutiques
- Licence professionnelle en stomatologie

Date de la rentrée académique : 1^{er} septembre 2015

Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie

BP: 26764 Tel 07 14 27 84 / 07 83 83 53 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77

LBV/GABON

Site web www.ihem/gb.org